



**PRÉFÈTE  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
ZI de Saint-Liguaire  
4 rue Alfred Nobel  
79000 Niort

Niort, le **17 DEC. 2024**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Exploitant :** SEPE DELTA SEVRE ARGENT  
**Installation implantée à :** Mauléon (79700)  
**Siège social :** 1 rue de Berne - Parc Europe Entreprise - 67300 SCHILTIGHEIM

Référence : 0007210624 / 2024 /405

### **1) Contexte :**

Le présent rapport rend compte de l'inspection du parc éolien exploité par la société SEPE DELTA SEVRE ARGENT à Mauléon (79700) réalisée le 09/12/2024. L'inspection avait été annoncée par la DREAL, le 23/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » du rapport d'inspection est publiée sur le site internet [www.georisques.gouv.fr](http://www.georisques.gouv.fr).

Le parc éolien a été mis en service le 10/01/2024, au sens de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 modifié. L'inspection du 09/12/2024 est réalisée en application du programme d'inspections PPC du ministère et de la DREAL. La DREAL n'a pas connaissance de plainte à l'encontre de nuisance générée par l'installation classée. Un accident de mortalité de la faune (Bruant proyer) a été déclaré par l'exploitant, le 23/05/2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- exploitant : SEPE DELTA SEVRE ARGENT
- implantation : Mauléon (79700), commune déléguée : Saint-Aubin de Baubigné
- Code AIOT : 0007210624
- Régime : Autorisation . Statut Seveso : Non Seveso . IED : Non

**Contexte de l'inspection :** Inspection PPC, après mise en service de l'installation

**Thèmes de l'inspection :** Protection de la faune ; Maîtrise de l'impact sonore

## REFERENTIEL REGLEMENTAIRE :

- . Code de l'environnement (notamment, Articles R.181-46 et R.512-69)
- . Arrêté ministériel du 26/01/2011 modifié (notamment Articles 2.2, 12 [+ Protocole suivis naturalistes reconnu le 05/04/2018], 18, 26, 28 [+ Projet norme NFS 31-114], 31)
- . Arrêté préfectoral d'autorisation ICPE partielle 18/01/2017 (notamment Articles 2, 4, 6, 10, 11, 12)
- . jugements TA 03/05/2018 (sur PC) et 04/05/2018 (sur autorisation ICPE), dont :

Article 1<sup>er</sup> : Le premier alinéa de l'article 8 de l'arrêté du 18 janvier 2017 doit être remplacé par la phrase suivante : « L'exploitant mettra en œuvre le plan de bridage renforcé afin de respecter les niveaux sonores réglementaires tels qu'ils sont définis dans l'arrêté ministériel en vigueur avec une marge de sécurité supplémentaire de 1 db(A) ».

- . jugement CAA 10/07/2020
- . Dossier de demande d'autorisation d'exploiter 13/11/2013 complété 22/12/2014
- . prise d'acte préfectorale du 23/05/2022 du porté à connaissance de modification du 29/11/2021 complété 04/02/2022 (remplacement du modèle d'éolienne SW113 par V112)

## INFORMATIONS GENERALES :

- . La société SEPE DELTA SEVRE ARGENT, exploitant de l'installation classée, est en train de changer de maison-mère. En effet, le 06/12/2024, nos interlocuteurs déclarent que la société ENGIE GREEN acquerra la société OSTWIND, le 01/01/2025. Ils précisent que n° SIREN et adresse du siège social restent inchangés. La DREAL a indiqué qu'une information du Préfet reste néanmoins nécessaire, en raison de l'évolution des capacités techniques et financières de la maison-mère et des dispositions du Code de l'environnement qui engagent les maisons-mères des sociétés-projets exploitants de parcs éoliens. La société OSTWIND exploite des parcs éoliens (environ 250 MW) et des unités de production photovoltaïque (environ 4 MW).
- . environnement : bocage, prairies, élevage, bois clairsemé au Sud (à environ 37 m du mât de E3)
- . bourg Les Aubiers à 2,6 km à l'Est ; bourg Saint-Aubin de Baubigné à 3,4 km à l'Ouest
- . habitations les plus proches : à environ 547 m au NO du mât de E1 ('la Chapelière'), 640 m à l'Est du mât de E3 ('Vilgois'), 660 m au Nord du mât de E1 ('la Chênetière'), 700 m à l'Ouest du mât de E2 ('la Pochonnière'), 720 m au SO du mât E2 ('la Saulnerie')
- . à environ 300 m d'un terrain d'autocross
- . site Natura 2000 le plus proche : "Vallée de l'Argenton", ZSC à environ 11,5 km à l'Est
- . Ruisseau de Gaduchaud (forte activité chiroptérologique → projets d'éoliennes E4 et E5 refusées en 2017) à environ 310 m au Sud
- . Monuments historiques : les Roches gravées des Vaux à Saint-Aubin-de-Baubigné à 1,8 km ; Château de la Durbelière à 2 km, Château de Tournelay à 5 km
- . mise en service : 10/01/2024 (cf lettre OSTWIND du 01/02/2024)
- . composition du parc éolien : 3 éoliennes V112 Punitaire = 3,0 MW Ptotale = 9,0 MW Hauteur = 149,9 m Moyeu = 94 m Garde au sol des pales = 38 m
- . poste source récepteur de l'énergie électrique : poste GEREDIS à Mauléon
- . le parc éolien ne met pas en œuvre de bridage lors d'opérations agricoles, ni de système de détection optique de l'avifaune avec régulation des éoliennes
- . parc éolien inauguré le 03/07/2024
- . Le 09/12/2024, l'exploitant nous déclare qu'il n'a pas de contact périodique planifié avec la municipalité ou avec les agriculteurs mais qu'il échange avec eux en fonction des sujets, notamment pour mettre au point l'entretien des pistes d'accès
- . Le 09/12/2024, pendant l'inspection, un vent du Nord souffle autour de 8 à 10 m/s (à hauteur de nacelle) et la puissance unitaire est d'environ 2,2 à 3,0 MW.

## **2) Constats :**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

<b>N°</b>	<b>Point de contrôle</b>	<b>Référence réglementaire</b>	<b>Proposition de suites de l'inspection des installations classées</b>	<b>Proposition de délais *</b>
1	COMITÉ DE SUIVI	Article 12 de l'arrêté préfectoral du 18/01/2017	Demande d'action corrective	3 mois
5	DÉCLARATION ET TRAITEMENT	Article R.512-69 du Code de	Demande d'action	3 mois

	DES ACCIDENTS DE MORTALITÉ DE LA FAUNE	l'environnement + Article 11 de l'arrêté préfectoral du 18/01/2017 article 12	corrective	
6	MAÎTRISE DE L'IMPACT SONORE – BRIDAGE ACOUSTIQUE	Article R.181-46 du Code de l'environnement	Demande d'action corrective	3 mois
10	COMPENSATION DE HAIES DÉTRUITES + PLANTATION DE HAIES 'ÉCRAN VISUEL'	Article 6.II de l'arrêté préfectoral du 18/01/2017	Demande d'action corrective	3 mois

\*à compter de la date de la notification de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	MAITRISE DES IMPACTS SUR LA FAUNE : CHIROPTERES	Arrêté Préfectoral du 18/01/2017, article 6.I
3	MAITRISE DES IMPACTS SUR FAUNE : SUIVIS ORNITHOLOGIQUES ET CHIROPTEROLOGIQUE	Arrêté Préfectoral du 18/01/2017, article 6.I + Arrêté ministériel du 29/08/2011, article 12
4	MAÎTRISE DES IMPACTS SUR LA FAUNE : SUIVI DE LA MORTALITE GENREEE	Arrêté Préfectoral du 18/01/2017, article 6.I + Arrêté ministériel du 29/08/2011, article 12
7	IMPACT SONORE – CONTRÔLE (MESURES) DE VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ	Articles 2-3.II et 28 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 + article 10 de l'arrêté préfectoral du 18/01/2017
8	MAÎTRISE DES IMPACTS SUR LE PAYSAGE – RÉSEAU ÉLECTRIQUE INTERNE ENFOUI	Arrêté Préfectoral du 18/01/2017, article 6.II
9	MAÎTRISE DES IMPACTS SUR LE PAYSAGE – INSERTION DU POSTE DE LIVRAISON	Arrêté Préfectoral du 18/01/2017, article 6.II

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 09/12/2024, qui intervient un peu moins d'un an après la mise en service, montre de bonnes conditions d'exploitation, sur les sujets abordés. Elle montre néanmoins aussi des anomalies qui concernent les obligations d'animer un comité de suivi, de traiter un accident de mortalité de la faune, de notifier une modification du plan de bridage acoustique et de plantation de haies.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : COMITÉ DE SUIVI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral d'autorisation du 18/01/2017, article 12
<b>Thème :</b> Concertation locale
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>« Conformément à ses engagements, l'exploitant doit répondre aux demandes locales de concertation, notamment en animant un Comité de suivi, auquel il convie a minima les municipalités consultées pendant l'enquête publique préalable au présent arrêté préfectoral, les représentants des riverains de ces communes et les associations locales. Ce Comité doit être réuni au moins une fois par an, sur une période qui ne doit pas être inférieure à 5 ans, à compter de la mise en service du parc éolien, les réunions étant ensuite reconduites en tant que de besoin.</p> <p>Lors des réunions du Comité de suivi, l'exploitant présente un bilan du fonctionnement de son parc éolien, du point de vue de son insertion dans l'environnement. Les sujets « Bruit » et « Faune » y sont notamment traités. L'exploitant tient les comptes rendus de ces réunions à la disposition de l'inspection des installations classées,</p>



de même que les documents ou les supports d'actions de communication qui invitent la population à participer au Comité de suivi. Sans attendre une éventuelle demande de l'inspection des installations classées, il l'alerte et lui transmet le compte rendu, si une opposition ou des griefs significatifs émergent d'une réunion ; dans ce cas, l'exploitant doit accompagner la transmission de son analyse et de l'indication des éventuelles actions prévues.

»

#### Constats :

Le 09/11/2024, l'exploitant du parc éolien nous indique que le **Comité de suivi n'a pas encore été réuni**. Il précise qu'il doit être réuni au cours du 1<sup>er</sup> trimestre de 2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

### N° 2 : MAITRISE DES IMPACTS SUR LA FAUNE : CHIROPTERES

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/01/2017, article 6.I

**Thème :** Risques chroniques, Bridage de protection des chauves-souris

#### Prescription contrôlée :

« Le suivi de la fréquentation du secteur par l'avifaune et les chiroptères sera réalisé sur une période de 3 ans. Ce suivi sera également couplé avec une mesure d'arrêt conditionné des éoliennes qui sera mis en œuvre, sur toutes les éoliennes, dès la mise en fonctionnement du parc dans le cadre de la préservation des populations de chiroptères, soit deux heures après le coucher du soleil et deux heures avant le lever du soleil. Cette régulation sera effective d'avril à fin octobre, c'est-à-dire hors de la période d'hivernage des chiroptères. Le système de bridage sera de type Chirotech ou équivalent. Le suivi d'activité permettra d'adapter les périodes d'arrêt retenues en fonction des résultats obtenus. »

#### Constats :

Le 09/12/2024, l'exploitant nous a présenté des données extraites du système de supervision SCADA, correspondant au fonctionnement du parc éolien en Avril 2024 et en Août 2024. Elles font apparaître des périodes de production électrique nulle, en soirée et à l'aube, au niveau des trois éoliennes.

L'exploitant du parc éolien précise les seuils de température (10°C) et de vitesse de vent (6 m/s) qui paramètrent ce volet (BAT PROTECT de VESTAS) du dispositif de contrôle-commande des éoliennes. Le rapport intermédiaire SENS OF LIFE du suivi de mortalité 2024 (cf point de contrôle n° 4) fait également apparaître ces paramètres du plan de bridage de protection des chauves-souris :

Bridage environnemental des machines : seuil/dynamique, éoliennes, dates, etc.

Bridage sur seuils en faveur des chiroptères : du 01/04 au 31/10, de 2h après le coucher à 2h avant le lever, vent < 6 m/s, température > 10°C, sans pluie

**Type de suites proposées :** Sans suites

### N° 3 : MAITRISE DES IMPACTS SUR FAUNE : SUIVIS ORNITHOLOGIQUE ET CHIROPTEROLOGIQUE

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/01/2017, article 6.I

**Thème :** Risques chroniques, Suivi des activités ornithologiques et chiroptérologiques

#### Prescription contrôlée :

« Le suivi de la fréquentation du secteur par l'avifaune et les chiroptères sera réalisé sur une période de 3 ans. Ce

suivi sera également couplé avec [...]. Le suivi d'activité permettra d'adapter les périodes d'arrêt retenues en fonction des résultats obtenus.

Des mesures de suivi [...] des comportements des avifaunes nicheuses et hivernantes seront mises en œuvre tous les ans pendant les 3 premières années d'exploitation puis tous les 10 ans. Tel qu'envisagé à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé, un protocole de suivi environnemental a été reconnu [...].

Le compte-rendu annuel des suivis est tenu à disposition de la DREAL et de l'inspection des installations classées. »

Au delà de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18/01/2017, l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 modifié dispose : « L'exploitant met en place un suivi environnemental [...] . Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. [...]. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. ». Au moment de la mise en service du parc éolien (et encore en Octobre 2024), le protocole reconnu par le Ministre est celui du 05/04/2018.

#### Constats :

Le 09/12/2024, le jour de l'inspection DREAL, l'échéance de remise des rapports annuels des suivis des activités ornithologiques et chiroptérologiques n'est pas atteinte.

L'exploitant du parc éolien nous a présenté sa commande passée au cabinet d'études naturalistes SENS OF LIFE, le 22/03/2024, pour la première année de suivis. S'agissant du suivi ornithologique, 4 passages en période de nidification sont prévus et 2 en période hivernale ; l'exploitant déclare que ces deux derniers passages auront lieu pendant le prochain hiver. S'agissant des chauves-souris, le dispositif d'enregistrement TRACK BAT a été installé le 18/04/2024 en nacelle de l'éolienne E3 ; son disque dur a été extrait, le 09/12/2024, pour exploitation par SENS OF LIFE.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : MAÎTRISE DES IMPACTS SUR LA FAUNE : SUIVI DE LA MORTALITE GENEREE

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/01/2017, article 6.I

**Thème :** Risques chroniques, Suivi de la mortalité d'oiseaux et de chauves-souris générée

#### Prescription contrôlée :

« Des mesures de suivi des mortalités ornithologiques et chiroptérologiques [...] seront mises en œuvre tous les ans pendant les 3 premières années d'exploitation puis tous les 10 ans. Tel qu'envisagé à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé, un protocole de suivi environnemental a été reconnu [...].

Le compte-rendu annuel des suivis est tenu à disposition de la DREAL et de l'inspection des installations classées.. »

Au delà de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18/01/2017, l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 modifié dispose : « L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. [...]. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. [...] Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. ». Au moment de la mise en service du parc éolien (et encore, le 09/12/2024), le protocole en vigueur est celui reconnu le 05/04/2018.

#### Constats :

La commande passée au cabinet d'études naturalistes SENS OF LIFE du 22/03/2024 (voir Point de contrôle précédent) porte aussi sur la surveillance de la mortalité, avec 20 passages sur la période de S20 à S43.

A la date du 09/12/2024, l'exploitant ne dispose pas encore du rapport SENS OF LIFE, ce qui est conforme au délai maximal de transmission fixé par l'arrêté ministériel du 26/08/2011. Nous avons invité l'exploitant à produire le rapport de suivi de mortalité sans attendre les rapports des suivis d'activités (qui devraient arriver vers mi-2025). Le jour de l'inspection, l'exploitant a néanmoins été en mesure de nous présenter la liste des 10 cadavres trouvés (4 oiseaux et 6 chauves-souris) :

Date	Espèce	Nom latin	LR France	LR Région	Eolienne
13/05/2024	Buse variable	<i>Buteo buteo</i>	Préoccupation mineure (LC)	Préoccupation mineure (LC)	E3
13/05/2024	Bruant proyer	<i>Emberiza calandra</i>	Quasi menacée (NT)	Vulnérable (VU)	E1
13/05/2024	Pipistrelle commune	<i>Pipistrellus pipistrellus</i>	Quasi menacée (NT)	Quasi menacée (NT)	E1
30/05/2024	Martinet noir	<i>Apus opus</i>	Quasi menacée (NT)	Quasi menacée (NT)	E1
03/07/2024	Pipistrelle de Kuhl	<i>Pipistrellus kuhlii</i>	Préoccupation mineure (LC)	Quasi menacée (NT)	E1
31/07/2024	Pipistrelle commune	<i>Pipistrellus pipistrellus</i>	Quasi menacée (NT)	Quasi menacée (NT)	E2
31/07/2024	Pipistrelle commune	<i>Pipistrellus pipistrellus</i>	Quasi menacée (NT)	Quasi menacée (NT)	E1
02/10/2024	Alouette lulu	<i>Lullula arborea</i>	Préoccupation mineure (LC)	Quasi menacée (NT)	E2
02/10/2024	Pipistrelle commune	<i>Pipistrellus pipistrellus</i>	Quasi menacée (NT)	Quasi menacée (NT)	E1
08/10/2024	Pipistrelle commune	<i>Pipistrellus pipistrellus</i>	Quasi menacée (NT)	Quasi menacée (NT)	E3

Rapportés au nombre de passages assez modeste (20), ces chiffres suggèrent un niveau de mortalité réelle élevé. L'évaluation de la mortalité réelle est l'un des enjeux du rapport à venir.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 5 : DÉCLARATION ET TRAITEMENT DES ACCIDENTS DE MORTALITÉ DE LA FAUNE

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement, article R.512-69

**Thème :** Risques chroniques, Déclaration des accidents de mortalité de la faune constatés

### Prescription contrôlée :

L'article R.512-69 du Code de l'environnement dispose : *"L'exploitant d'une installation soumise à autorisation [...] est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident [...], les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées."*

Les cas de mortalité de la faune à considérer comme des accidents au titre de l'article R.512-69 du Code de l'environnement ont été précisés par le Ministère chargé des installations classées (DGPR), en février 2021. Il s'agit des cas suivants :

- mortalité d'un spécimen d'une espèce menacée d'extinction (statut VU, EN, CR ou RE sur liste rouge France ou Régionale),
- mortalité "massive" d'une espèce menacée ou pas d'extinction.

L'article 11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18/01/2017 impose à l'exploitant du parc éolien de prendre des actions correctives, en cas d'atteinte à l'environnement :

« L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application de l'article 10 et les interprète. Il prend les



actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. En cas de dépassement des valeurs définies dans les programmes d'auto-surveillance, l'exploitant fait le nécessaire pour rendre à nouveau son installation conforme. Il précise sur le registre les actions réalisées et en informe l'inspection des installations classées. Il réalise un nouveau contrôle, si la situation persiste. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ainsi, le plan de bridage et d'arrêt éventuel des aérogénérateurs défini à l'article 8 peut être réajusté le cas échéant, au regard des résultats des mesures réalisées. ».

#### **Constats :**

Sans évoquer le critère de mortalité « massive » interprétable, on note que la liste des cas de mortalité constatés en 2024 comporte un accident de mortalité de la faune : Bruant proyer (cf Point de contrôle précédent).

La société SEPE DELTA SEVRE ARGENT a déclaré cet accident à la DREAL, le 23/05/2024. Par mël, le même jour, la DREAL a demandé à l'exploitant que le rapport d'accident circonstancié à suivre (à fournir sous 1 mois) mentionne : l'action corrective prise pour éviter un renouvellement ; l'action de réparation ou de compensation de l'atteinte à l'espèce protégée menacée d'extinction ; la surveillance accrue.

L'exploitant n'a pas donné suite à ce rappel réglementaire. Il n'a pas transmis le rapport circonstancié demandé par le Code de l'environnement et par la DREAL. Par mël du 24/05/2024, il a déclaré notamment :

« Le suivi environnemental du parc éolien D.S.A. est actuellement en cours. Le bureau d'études missionné suit le protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres (version 2018) afin de juger du niveau d'impact généré par le parc éolien sur la faune volante en prenant en compte les éventuelles mesures prescrites, pour être en mesure, le cas échéant, d'apporter une réponse corrective proportionnée et efficace pour annuler ou réduire l'impact. La découverte d'un unique cadavre ne permet pas de préconisation à l'heure actuelle des mesures correctives ou de compensation de manière proportionnée. Il n'a pas été précisé dans la fiche de notification qu'un suivi d'activité de l'avifaune nicheuse diurne est en cours avec quatre passages entre avril et juillet 2024 et un passage complémentaire prévu pour suivre l'activité de l'avifaune nocturne. Cette position sera toutefois revue en cas de découverte d'un nouveau cadavre de la même espèce. La fiche de notification est le rapport d'accident circonstancié demandé à l'article R.512-69. Si vous le souhaitez, une mise à jour de la fiche de notification peut être effectuée avec les éléments qui viennent d'être apportés.»

**Ces indications et l'action réalisée sont insuffisantes, au regard des enjeux et obligations fixées aux articles R.512-69 et L.511-1 du Code de l'environnement et à l'article 11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation, notamment car la gestion d'un accident et l'exploitation du bilan annuel ne répondent pas à la même cinétique.**

*Le présent constat ne présage pas d'éventuelles suites données au titre du Livre IV du Code de l'environnement (dispositions relative à la protection de certaines espèces).*

D'une manière générale, on constate que les parcs éoliens ne disposent pas de technique évitant la mortalité des passereaux. Selon son cahier des charges, un bridage de protection des chauves-souris apporte une certaine protection, partielle, de passereaux en migration nocturne.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois



## N° 6 : MAÎTRISE DE L'IMPACT SONORE – BRIDAGE ACOUSTIQUE

**Référence réglementaire :** Article 8 de l'arrêté préfectoral du 18/01/2017 modifié par jugement du Tribunal administratif de Poitiers le 04/05/2018 ; Article 4 de l'arrêté Préfectoral du 18/01/2017 ; Article R.181-46 du Code de l'environnement

**Thème :** Risques chroniques, Bridage nécessaire au respect des émergences limites réglementaires

### Prescription contrôlée :

Article 8 : « L'exploitant s'engage à respecter les niveaux sonores réglementaires tels qu'ils sont définis dans l'arrêté ministériel en vigueur. [...] » amendé par le Tribunal administratif :

**Article 1<sup>er</sup> :** Le premier alinéa de l'article 8 de l'arrêté du 18 janvier 2017 doit être remplacé par la phrase suivante : « L'exploitant mettra en œuvre le plan de bridage renforcé afin de respecter les niveaux sonores réglementaires tels qu'ils sont définis dans l'arrêté ministériel en vigueur avec une marge de sécurité supplémentaire de 1 db(A) ».

Article 4 : « Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur. » .

Dans son porté à connaissance de modification (remplacement du modèle d'éolienne) du 29/11/2021 complété le 04/02/2022, la société SEPE DELTA SEVRE ARGENT a annoncé que son parc éolien sera doté du plan de bridage suivant (cf page 16/19 de l'annexe 2 « Etude acoustique ») :

Les tableaux qui suivent présentent les modes de bridage que devront suivre les éoliennes la nuit pour que les ambiances sonores soient inférieures à 35 dB(A) ou bien que les émergences soient inférieures à 3dB(A). En journée, les éoliennes tourneront normalement.

La nuit, par vent de secteur SO (127.5° - 307.5°) :

SO	4	5	6	7	8	9
E01			SO2	SO3	SO3	SO4
E02			SO4	SO2	SO3	
E03			SO3	SO5	SO5	

La nuit, par vent de secteur NNE (307.5° - 127.5°) :

NNE	4	5	6	7	8	9
E01			SO1	SO2	SO2	SO3
E02			SO3	SO5	SO5	SO5
E03			SO4	SO2	SO2	SO3

Les cases vides correspondent à un fonctionnement normal en mode standard.

### Constats :

Comme élément de contexte, on rappelle que la DREAL n'a pas connaissance de plainte formulée à l'encontre d'une éventuelle nuisance sonore générée par le parc éolien.

Le 09/12/2024, des échanges avec l'exploitant, il apparaît que :

- le parc éolien dispose d'un plan de bridage acoustique ;
- ce plan n'est pas celui défini par le porté à connaissance de modification du 29/11/2021 complété le 04/02/2022 acté par le Préfet le 23/05/2022. En effet, le plan déclaré mis en œuvre est :

La nuit, par vent de secteur **SO** (127.5° - 307.5°) :

SO	4	5	6	7	8	9	10 et +
E01			SO2	SO3	SO3	SO5	SO5
E02			SO4	SO2	SO3		
E03			SO3	SO5	SO5		

La nuit, par vent de secteur **NNE** (307.5° - 127.5°) :

NNE	4	5	6	7	8	9	10 et +
E01			SO1	SO2	SO3	SO3	SO5
E02			SO3	SO5	SO5	SO5	SO5
E03			SO4	SO2	SO3	SO3	SO5

Les cases vides correspondent à un fonctionnement normal en mode standard.

Ce plan semble plus sévère que celui annoncé à l'Administration, notamment par vents forts. Le 09/12/2024, l'exploitant nous indique que cette modification du plan de bridage a été réalisée fin 2022 (même si le rapport de l'acousticien KI/ETUDES dont est tirée la copie d'écran ci-dessus porte encore la date « 19/10/2021 »), à la suite d'une élévation des niveaux de puissance acoustique de ses éoliennes notifiée par le constructeur VESTAS (donnée d'entrée de la modélisation acoustique). **Cette modification a été réalisée sans le porté à connaissance de modification préalable requis en application de l'article R.181-46 ;**

- le porté à connaissance de modification du 29/11/2021 complété le 04/02/2022 comporte deux anomalies : le rappel initial des règles noté page 3/19 de l'annexe 2 « Etude acoustique » ignore le durcissement (- 1 dBA) imposé par le Tribunal administratif ; le tableau des modes de bridage disponibles noté page 16/19 fait référence au modèle d'éolienne VESTAS V126-3,6 MW (d'autres passages de cette annexe font référence au bon modèle VESTAS V112-3,0 MW). **La régularisation devra prendre en compte le durcissement (- 1 dBA) imposé par le Tribunal administratif.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 7 : IMPACT SONORE – CONTRÔLE (MESURES) DE VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ

**Référence réglementaire :** articles 2-3.II et 28 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 ; article 10 de l'arrêté préfectoral du 18/01/2017

**Thème :** Risques chroniques, Contrôle de la conformité de l'impact sonore

### Prescription contrôlée :

Article 2-3.II de l'arrêté ministériel : « l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées [...] les rapports acoustiques rédigés à la suite de la vérification de la conformité de l'installation prévue par l'article 28, au plus tard 3 mois après l'achèvement de la campagne de mesures. ».

Article 28 de l'arrêté ministériel : « L'exploitant fait vérifier la conformité acoustique de l'installation aux dispositions de l'article 26 du présent arrêté. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du préfet, cette vérification est faite dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle. [...] ».

Article 10 de l'arrêté préfectoral : « Auto-surveillance des niveaux sonores :

Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai de neuf mois à compter de la date de mise en service de l'installation par un organisme ou une personne qualifié. Ce contrôle est effectué selon les dispositions de la norme NF 31-114 dans sa version en vigueur ou à défaut selon les dispositions de la norme NFS 31-114 dans sa version de juillet 2011. Ce contrôle est réalisé indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations pourra demander. Les résultats des mesures ainsi que leur analyse et leur interprétation sont

tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. ».

Avec une mise en service au 10/01/2024, le délai de 9 mois échoit le 10/10/2024.

**Constats :**

Le 09/12/2024, l'exploitant nous indique qu'une campagne de mesures acoustiques a été réalisée, par l'acousticien GAMBA, du 24/10/2024 au 02/12/2024, soit pendant une période de 6 semaines. La campagne de mesures a été réalisée avec environ 1,5 mois de retard. Le rapport correspondant n'a pas encore été produit par GAMBA, ce qui est conforme au plafond de 3 mois.

L'inspection du 09/12/2024 ne permet pas de situer l'impact sonore du parc éolien, par rapport au cadre réglementaire. Comme noté au Point de contrôle précédent, dans son rapport, l'acousticien ne devra pas oublier la singularité née du jugement du Tribunal administratif du 04/05/2018.

**Type de suites proposées :** Sans suites

**N° 8 : MAÎTRISE DES IMPACTS SUR LE PAYSAGE – RÉSEAU ÉLECTRIQUE INTERNE ENFOUI**

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral d'autorisation du 18/01/2017, article 6.II

**Thème :** Risques chroniques, Réseau électrique interne enterré

**Prescription contrôlée :** « L'ensemble des lignes électriques d'évacuation de la production seront enfouies. [...] Le pétitionnaire prévoit l'enfouissement des lignes électriques sur un linéaire de 1700 mètres. »

**Constats :** Le 09/12/2024, en circulant aux abords des éoliennes E1, E2 et E3 nous n'avons pas vu de ligne électrique aérienne associée au parc éolien.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : MAÎTRISE DES IMPACTS SUR LE PAYSAGE – INSERTION DU POSTE DE LIVRAISON**

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 18/01/2017, article 6.II

**Thème :** Risques chroniques, Insertion paysagère du poste de livraison

**Prescription contrôlée :**

« L'exploitant s'engage à intégrer dans le paysage le poste de livraison. Pour intégrer un poste de livraison dans l'environnement, il a le choix entre deux options principales : soit le traiter en cabane agricole traditionnelle qui se « fondrait » dans le paysage (par exemple, un bardage bois), soit au contraire le traiter en « objet architectural » d'esprit contemporain afin de le valoriser. Accessoirement, l'exploitant peut, si l'implantation le permet, et à condition de prévoir un accès pour la maintenance, le dissimuler derrière une végétation suffisamment haute et dense. »

**Constats :** Le 09/12/2024, nous notons que le poste de livraison est revêtu d'un bardage en bois :



Type de suites proposées : Sans suite

## N° 10 : COMPENSATION DE HAIES DÉTRUITES + PLANTATION DE HAIES 'ÉCRAN VISUEL'

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2017, article 6.II

Thème : Risques chroniques - Plantation de haies compensatoires

### Prescription contrôlée :

« Le pétitionnaire prévoit, dans le cas de destruction de haies, de les replanter à hauteur du double du linéaire impacté, en utilisant des essences locales. Aucune plantation de haies ne sera effectuée à moins de 200 mètres des éoliennes.

Le pétitionnaire prévoit un renforcement de linéaire de haies ainsi que la création d'un linéaire de haies à la demande des riverains et propriétaires qui souhaiteraient masquer l'éventuelle vue des éoliennes depuis leur domicile. »

Sur le même sujet, l'étude d'impact annonçait :

Page 197

Milieu	Impact brut	Mesures de préservation			
		Type de mesure	Mesure proposée	Délai de mise en œuvre	Coût HT (en €)
Paysage	Visibilité depuis l'Ouest sur périmètre rapproché	Réduction	Renforcement d'un linéaire de haie de 300 m	Dès le début des travaux (sous réserve de la bonne période de plantation)	2 400 €
	Visibilité depuis les hameaux de Vilgois, la Pochonnière et Les Touches	Réduction	Renforcement et création d'un linéaire de haie de 400 m au minimum	A la demande des riverains et propriétaires	3 200 € (haies arbustives) 3 600 € (arbres de haute tige)
	Poste de livraison	Réduction	Traitement paysager de l'ouvrage par un bardage bois clair non teinté	A la construction de l'ouvrage	Inclus dans le coût du chantier
	Co-visibilité rochers de Vaux	Compensation	Balisage et pose d'un panneau explicatif pour valoriser le site des Roches de Vaux	Dès le début des travaux	1 850 €
	Présence de lignes électriques aériennes	Compensation	Enfouissement des lignes électriques sur un linéaire de 1 700 m	Pendant les travaux de construction du parc	140 000 €
Flore & zone humide	Pour E4 & E5 4 037 m² impactés (impact permanent)	Compensation	Acquisition via un tiers de surface pour la création de zone humide	Dès le début des travaux	7 000 € + 10% de frais de gestion
	Conservation et protection des arbres à cavités susceptibles d'abriter des insectes saproxylophages	Suppression	Conservation et protection des arbres à cavités susceptibles d'abriter des insectes saproxylophages	Dès le début des travaux	5 000 €
		Compensation	Renforcement et plantation d'un linéaire de haies bocagères égal à 1 500 m	Dès le début des travaux	12 000 € (haies arbustives) 8 000 € (arbres de haute tige)
Amphibiens	Pour E4 E5 (impact localisé)	Suppression	Mise en place de barrières à amphibiens autour	Dès l'installation des	

### Constats :

Le 09/12/2024, l'exploitant n'est pas en mesure de nous présenter une carte des linéaires de haies détruites par le chantier de construction. Il déclare que 40 ml de haies ont été plantés, chez un particulier du hameau 'la Pochonnière', en réparation d'une haie détruite. **Les autres plantations annoncées n'ont pas été réalisées.** L'exploitant nous a présenté des projets de conventions (5) en vue de la plantation de haies 'Ecran visuel' chez des riverains. Il précise qu'une recherche de terrains est en cours, pour la plantation de haies sur 1 500 m.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois